

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

F

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Point 3 de l'ordre du jour

CX/NFSDU 19/41/3

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES COMITÉ DU CODEX SUR LA NUTRITION ET LES ALIMENTS DIÉTÉTIQUES OU DE RÉGIME

Quarante-et-unième session
Düsseldorf, Allemagne
24 – 29 novembre 2019

QUESTIONS SOULEVÉES PAR LA FAO ET L'OMS

(Préparé par la FAO et l'OMS)

AVIS SCIENTIFIQUE DEMANDÉ PAR LE CCNFSDU

Réunions mixtes d'experts FAO/OMS sur la nutrition (JEMNU) concernant l'établissement de facteurs de conversion de l'azote en protéine pour les ingrédients à base de soja et de lait utilisés dans les préparations pour nourrissons et les préparations de suite

Suite à la demande du CCNFSDU39 en 2017, la FAO et l'OMS ont entrepris les travaux des réunions mixtes d'experts FAO/OMS sur la nutrition (JEMNU) afin de donner un avis scientifique concernant l'établissement d'un ou de plusieurs facteur(s) de conversion de l'azote en protéine, à utiliser pour déterminer la teneur en protéines des ingrédients à base de soja et de lait utilisés dans les préparations pour nourrissons et les préparations de suite. Une étude systématique a été commandée aux experts dans le domaine de la quantification et de l'analyse des protéines et un appel de données a été émis afin de recueillir des données pertinentes non publiées. Une réunion des JEMNU a été organisée au siège de l'OMS à Genève (Suisse) les 16 et 17 juillet 2019 dans le but d'examiner et d'évaluer les preuves ainsi que d'élaborer des directives basées sur des preuves sur ce sujet. Un rapport sur les principales conclusions de la réunion a été établi et présenté, avec l'étude systématique, au CCNFSDU41. Le rapport et l'étude systématique seront publiés en tant que documents de la FAO/OMS et seront consultables en ligne sur les sites web de la FAO et de l'OMS.

Groupe d'experts de la FAO sur l'évaluation de la qualité des protéines dans les préparations de suite pour enfants en bas âge et les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi

Faisant suite à une demande soumise par le CCNFSDU38, la FAO a organisé un groupe d'experts dont la mission était de donner un avis scientifique sur l'élaboration de lignes directrices pour les membres du Codex, afin de déterminer la qualité des protéines à l'aide de l'indice d'acides aminés corrigé de la digestibilité des protéines (PDCAAS) dans les préparations de suite pour enfants en bas âge (12 à 36 mois) et les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE). Le groupe de travail s'est réuni au siège de la FAO, à Rome, en Italie, en novembre 2017. Un rapport présentant les résultats de cette réunion a été publié (en anglais) en novembre 2018¹ et donne des orientations pratiques sur la mesure de la qualité des protéines dans deux produits distincts utilisés pour nourrir les enfants dans différentes situations, à savoir les ATPE et les préparations de suite pour enfants en bas âge.

¹ <http://www.fao.org/3/CA2487EN/ca2487en.pdf>

Actualisation des besoins nutritionnels pour les nourrissons et les enfants en bas âge de 0 à 36 mois (menée conjointement par la FAO et l'OMS)

Les travaux préparatoires pour l'actualisation des besoins nutritionnels pour les nourrissons et les enfants en bas âge de 0 à 36 mois ont été effectués début 2019 et incluaient le recensement des besoins en éléments nutritifs recommandés existants et des bases physiologiques utilisées pour déterminer ces besoins dans différents pays, en compilant une liste étendue de recommandations alimentaires nationales de pays de toutes les régions. La littérature scientifique récente concernant aussi bien les macronutriments que les micronutriments a également été passée en revue. Au vu des travaux initiaux d'établissement de portée, la priorité d'actualisation a été donnée à certains éléments nutritifs ; le calcium, la vitamine D et le zinc ayant été identifiés comme les trois premiers à actualiser. Les examens d'établissement de portée pour ces trois éléments nutritifs ont été commandés et effectués, et un groupe d'experts est en cours de formation au moyen d'un appel à candidature d'experts et de la contribution de collègues de la FAO et de l'OMS dans les régions et les pays. Une réunion d'experts est prévue en janvier 2020 afin d'examiner les résultats des travaux d'établissement de portée, de formuler des questions clés avec la méthode PICO, d'établir un ordre de priorité des résultats et de fournir toute contribution supplémentaire nécessaire à l'orientation des études systématiques. Ces dernières seront entreprises pour être utilisées dans la formulation de recommandations des besoins de ces éléments nutritifs.

AUTRES INFORMATIONS

Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025

La Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) (« Décennie pour la nutrition »),² proclamée à travers la résolution 70/259 de l'Assemblée générale des Nations Unies³ confère à l'ensemble des acteurs une opportunité unique à échéance de renforcer les efforts conjoints pour mettre en œuvre les engagements pris lors de la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) organisée en 2014 et d'atteindre les objectifs de nutrition mondiale et de MNT liées au régime alimentaire mais aussi de participer à la concrétisation des Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030, en particulier les ODD 2 et ODD 3. L'objectif premier de cette Décennie pour la nutrition est d'augmenter les investissements en matière de nutrition et de mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à assurer un régime alimentaire abordable, diversifié, sûr et sain aux personnes de tous âges, tout au long de leur vie.

Par le biais de son Secrétariat mixte FAO/OMS, la Décennie pour la nutrition encourage les gouvernements à mettre en œuvre et réaliser des engagements spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et assortis d'échéances (également appelés engagements SMART) pour un investissement, une action et une collaboration urgents à échelle nationale ou locale. En 2017, le Brésil, l'Équateur et l'Italie ont officiellement remis leurs engagements SMART au Secrétariat de la Décennie pour la nutrition.

Les mécanismes comme les réseaux d'action sont une autre forme d'engagement au sein de la Décennie pour la nutrition car ils permettent le partage d'expériences, l'échange de bonnes pratiques et illustrent les réussites et les défis qui touchent les différentes nations. Plusieurs réseaux d'action mondiaux et régionaux ont été organisés par les différents pays. Les plus récents sont le réseau d'action mondial sur l'étiquetage nutritionnel instauré par la France, l'Australie et le Chili en février 2019 ainsi qu'un réseau d'action mondial pour les régimes traditionnels, sains et durables organisé par l'Italie au cours de l'Assemblée mondiale de la Santé en 2019.

Après discussions sur le premier rapport d'avancement du Secrétariat général pour la mise en œuvre de la Décennie pour la nutrition, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 72/306 en juillet 2018⁴ en reconnaissant les progrès réalisés dans l'avancée de la mise en œuvre de la Décennie pour la nutrition tout en exprimant également ses craintes quant aux méthodes inadaptées des pays pour atteindre les objectifs de nutrition mondiale. Cela l'a poussée à demander aux gouvernements et à leurs partenaires de redoubler d'efforts et de renforcer leurs engagements et leur investissement en matière de nutrition. La résolution 72/306 a également noté « l'intention d'organiser des dialogues ouverts et inclusifs à mi-mandat (2020/21) ».

L'objectif de l'étude de mi-mandat de la Décennie pour la nutrition est d'examiner et d'évaluer les résultats dans les domaines d'action individuels du Cadre d'action de la CIN2 sur la période qui s'étend de 2016 à 2020. L'étude de mi-mandat évaluera ainsi les progrès effectués jusqu'ici dans les six domaines d'action du programme de travail de la Décennie.⁵ Il en sera fait état dans le second rapport d'avancement à

² <https://undocs.org/fr/A/RES/70/259>.

⁴ <https://undocs.org/fr/A/RES/72/306>.

⁵ https://www.un.org/nutrition/sites/www.un.org.nutrition/files/general/pdf/work_programme_nutrition_decade.pdf (en anglais).

l'Assemblée générale actuellement en préparation. Le rapport destiné à l'Assemblée générale se basera sur les contributions des différents groupes d'acteurs et les rapports d'avancement antérieurs pour les organes directeurs de la FAO et de l'OMS. L'étude de mi-mandat inclura également un document de fond prospectif qui mettra en avant les éléments sur lesquels il faudra se concentrer à l'avenir et où des actions plus larges seront essentielles pour atteindre les objectifs de nutrition mondiale et les objectifs liés des ODD pour remettre le monde sur le droit chemin.

Le processus d'étude pourra conduire à la révision du programme de travail de la Décennie et identifier les domaines ciblés pour une action prioritaire lors de la seconde phase de la Décennie pour la nutrition. Ce processus se conclura par une réunion de haut niveau qui pourra se dérouler en milieu d'année prochaine à New York, probablement autour des dates du Forum politique de haut niveau qui aura lieu en juillet 2020.

Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

La résolution 70/259 de l'Assemblée générale des Nations Unies reconnaît le CSA comme mécanisme de coordination mondiale. Celui-ci est amené à jouer un rôle important dans le soutien de la mise en œuvre de la Décennie pour la nutrition. L'agenda de la 46e session annuelle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) portait sur « L'accélération de la réalisation de l'ODD 2 pour atteindre tous les objectifs de développement durable ». Le CSA a un rôle primordial dans la lutte contre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le monde et dans l'organisation des dialogues entre ses membres afin que la Décennie pour la nutrition soit une réussite. Une mise à jour de la préparation des directives volontaires du CSA relatives aux systèmes alimentaires et à la nutrition a été présentée et jouera un rôle important dans le soutien aux pays pour la mise en œuvre d'actions relatives aux domaines d'action clés et dans la collaboration de l'ensemble des acteurs. De plus, certains points majeurs du second rapport d'avancement soumis au CSA sur la suite de la CIN2, incluant la mise en œuvre de la Décennie pour la nutrition, ont été présentés par le Secrétariat de la Décennie pour la nutrition.⁶

Consultation internationale de la FAO/OMS pour des régimes alimentaires sains et durables

En reconnaissant l'existence de points de vue divergents sur les concepts de régimes alimentaires durables et de régimes alimentaires sains, les pays ont demandé l'avis de la FAO et de l'OMS sur leur définition des régimes alimentaires sains et durables. Afin de traiter ces questions, les deux institutions ont organisé conjointement une consultation internationale d'experts sur les régimes sains et durables en juillet 2019 au siège de la FAO à Rome (Italie). La consultation s'est accordée sur les principes directeurs qui définissent des « Régimes alimentaires sains et durables » (<http://www.fao.org/3/ca6640en/ca6640en.pdf> (en anglais)). Ces principes directeurs adoptent une approche holistique des régimes et prennent en compte les recommandations nutritionnelles internationales, le coût environnemental de la production et de la consommation d'aliments ainsi que leur adaptabilité aux contextes sociaux, culturels et économiques et encouragent les efforts des pays dans la transformation de leurs systèmes alimentaires visant à assurer des régimes alimentaires sains et durables. Ils mettent également en avant le rôle des régimes et de la consommation alimentaires dans la réalisation des ODD à l'échelle nationale, en particulier les objectifs 1 (pas de pauvreté), 2 (faim « zéro »), 3 (bonne santé et bien-être), 4 (éducation de qualité), 5 (égalité entre les sexes), 12 (consommation et production responsables) et 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques).

L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2019 : Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques (SOFI 2019)⁷

Pour la troisième année consécutive, cinq agences des Nations Unies : FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS ont préparé L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Après des décennies de baisse constante, le nombre d'individus souffrant de la faim a légèrement augmenté et dépassait les 821 millions de personnes en 2018, ce qui signifie qu'une personne sur neuf est sous-alimentée (10,8 %). En 2018, chez les enfants de moins de 5 ans, la prévalence mondiale des retards de croissance était de 21,9 % (soit 148,9 millions d'enfants), celle de l'excès pondéral était de 5,9 % (soit 40,1 millions d'enfants) et celle de l'émaciation était de 7,3 % (soit 49,5 millions d'enfants). La prévalence d'excès pondéral et d'obésité continue d'augmenter partout dans le monde, en particulier chez les enfants d'âge scolaire et les adultes. En 2016, 131 millions d'enfants âgés de 5 à 9 ans, 207 millions d'adolescents et 2 milliards d'adultes étaient en surpoids. L'agenda 2019 sur les ralentissements et les fléchissements économiques a démontré que les inégalités salariales augmentent la probabilité d'une grave insécurité alimentaire, cet effet étant 20 % plus élevé dans les pays à faible revenu comparés aux pays à revenu moyen. Les inégalités salariales et de richesse sont également associées à la malnutrition alors que des formes d'inégalité plus complexes sont associées à l'obésité. Pour préserver la sécurité alimentaire et la nutrition, l'existence de politiques

⁶ <http://www.fao.org/3/na753fr/na753fr.pdf>.

⁷ <http://www.fao.org/3/ca5162fr/CA5162FR.pdf>.

économiques et sociales est fondamentale pour contrecarrer l'arrivée des effets des cycles économiques adverses tout en évitant les coupes budgétaires dans les services essentiels tels que la santé et l'éducation, et ce à n'importe quel prix. Néanmoins, à long terme, cela sera uniquement possible en favorisant une transformation structurelle favorable aux pauvres et inclusive, en particulier dans les pays fortement dépendants du commerce des produits de base.

Manuel à l'intention des parlementaires sur la nutrition et les systèmes alimentaires

L'Union interparlementaire (UIP) a demandé à la FAO de soutenir la rédaction et la publication d'un Manuel à l'intention des parlementaires sur la nutrition et les systèmes alimentaires afin d'encourager l'importante implication parlementaire qui s'assure de l'utilisation des outils législatifs adaptés pour la nutrition et la sécurité alimentaire et vise à les soutenir dans l'identification d'actions concrètes à engager afin d'obtenir des systèmes alimentaires visant à garantir une bonne nutrition pour tous. Les partenaires comme l'OMS, l'UNICEF, SUN et le NEPAD ont apporté leur soutien par des contributions techniques et des révisions. Le document sera finalisé d'ici fin 2019 et sera disponible pour la prochaine Assemblée générale de l'UIP.

Bases de données sur la consommation alimentaire mondiale

L'outil FAO/OMS de dissémination de données individuelles de consommation alimentaire au niveau mondial (FAO/WHO GIFT) est une plateforme en ligne publique, hébergée par la FAO et soutenue par l'OMS qui donne accès à des données quantitatives sur la consommation alimentaire individuelle, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu moyen. La plateforme est un référentiel croissant de données : en 2018, FAO/WHO GIFT a reçu une subvention de quatre ans de la part de la Fondation Bill et Melinda Gates afin de faire de la plateforme un outil mondial solide pouvant contenir au moins 50 ensembles de données en 2022. FAO/WHO GIFT fournit des micro-données désagrégées par âge et par sexe, indispensables dans les domaines de la nutrition et de l'exposition alimentaire. Afin de faciliter l'utilisation de ces données par les responsables politiques, des indicateurs alimentaires et prêts à l'emploi sont fournis sous forme d'infographies pour une consultation conviviale des informations clés en fonction du groupe de population et du groupe alimentaire. Actuellement, la plateforme met à disposition 8 ensembles de données pour les indicateurs de calcul et le téléchargement de micro-données, 10 autres sont en préparation. Pour les ensembles de données encore indisponibles sous forme de micro-données dans le FAO/WHO GIFT, la plateforme fournit un inventaire à jour d'enquêtes quantitatives sur la consommation alimentaire individuelle déjà réalisées ou en cours de réalisation dans les pays à faible revenu et à revenu moyen. La plateforme FAO/WHO GIFT est disponible à l'adresse <http://www.fao.org/gift-individual-food-consumption/fr/>.

ACTIVITÉS DE LA FAO

Colloque sur l'avenir de l'alimentation

Le colloque international sur l'avenir de l'alimentation a été organisé par la FAO en juin 2019. Il réunissait universitaires, chercheurs, responsables politiques, représentants de la société civile et du secteur privé, organismes parlementaires et gouvernementaux afin de débattre sur l'avenir de l'alimentation et d'explorer les voies qui mèneront à un avenir durable pour l'alimentation. Le colloque sur l'avenir de l'alimentation s'est ponctué de tables rondes sur des sujets spécifiques : recherche, écarts de connaissances et besoins pour les systèmes alimentaires durables et les régimes alimentaires sains ; gouvernance des systèmes alimentaires pour une alimentation saine ; renforcement de la confiance des consommateurs dans les systèmes alimentaires ; et toutes les manières possibles de transformer les systèmes alimentaires. Pour plus d'informations, voir : <http://www.fao.org/about/meetings/future-of-food/fr/>

Rôle de la FAO dans l'aide aux pays pour l'élaboration et la mise en œuvre des Recommandations alimentaires

1. La FAO héberge une plateforme mondiale en ligne des recommandations alimentaires nationales. L'objectif de la plateforme est de collecter des directives approuvées par les gouvernements dans plusieurs régions du monde et de mettre à disposition des conseils techniques pour les processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des recommandations alimentaires. Le site compte actuellement des recommandations alimentaires de plus de 90 pays, et sera actualisé en permanence à mesure que des recommandations seront créées ou révisées.
 - Pour accéder au site web de la FAO sur les recommandations alimentaires : <http://www.fao.org/nutrition/education-nutritionnelle/food-dietary-guidelines/home/fr/>.
2. En 2019, la FAO a organisé plusieurs webinaires internationaux afin de promouvoir l'échange des connaissances et de débattre autour des recommandations alimentaires. Jusqu'ici, plus de 1 000 personnes se sont inscrites à trois des six séminaires. Pour s'inscrire, rendez-vous sur la page : <http://www.fao.org/nutrition/education/food-dietary-guidelines/capacity-development/webinar-series/fr>

3. Une assistance technique directe est fournie aux gouvernements des pays suivants : Colombie, Costa Rica, Eswatini, Éthiopie, Ghana, Honduras, Maldives, Mauritanie, Myanmar, Niger, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sri Lanka, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe, Une assistance technique pour la révision des recommandations alimentaires a également été fournie à plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.
4. Des travaux sont en cours pour le développement d'un ensemble de ressources documentaires pour aider les pays à mettre en œuvre les recommandations alimentaires.

Bases de données FAO/INFOODS sur la composition des aliments

La FAO coordonne le Réseau international des systèmes de données sur l'alimentation (INFOODS), un réseau mondial constitué de spécialistes de la composition des aliments, visant à améliorer la qualité, la disponibilité, la fiabilité et l'utilisation des données sur la composition des aliments. Ces données sont indispensables, par exemple, pour évaluer la qualité des régimes alimentaires ou l'adéquation de la consommation d'éléments nutritifs par les populations, ainsi que pour élaborer et appliquer des recommandations alimentaires en fonction des aliments et des normes d'étiquetage nutritionnel ou des normes précises du Codex. FAO/INFOODS publiera en 2020 la version mise à jour de *FAO/INFOODS Food Composition Table for Western Africa* (Table de composition des aliments d'Afrique de l'Ouest) avec de nouveaux aliments, de nouvelles recettes et de nouvelles composantes. De plus, des travaux sont en cours pour l'élaboration des Directives pour la compilation des données FAO/INFOODS et le Cadre d'évaluation FAO/INFOODS pour l'analyse de la qualité des tableaux et bases de données sur la composition des aliments (le Cadre d'évaluation), deux publications attendues pour 2020 ou 2021. Plusieurs formations ont été dispensées (Bolivie, Chili, Colombie et Cuba, Inde et Portugal) dans le but d'aider les pays à mettre à jour ou élaborer de nouveaux tableaux et bases de données sur la composition des aliments. Par ailleurs, la FAO a soutenu plusieurs pays dans l'élaboration de leurs tableaux et bases de données sur la composition des aliments par le biais de financements externes et/ou de la FAO en Afrique de l'Ouest, en Bolivie, aux Caraïbes, en Éthiopie, dans le Pacifique Sud et au Zimbabwe.

Les bases de données peuvent être téléchargées sur le site web FAO/INFOODS : <http://www.fao.org/infoods/infoods/fr/>

Activités de la FAO pour l'étiquetage des aliments

Lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), les gouvernements ont affirmé « qu'il est nécessaire de renforcer les moyens d'action des consommateurs grâce à des informations et à une éducation améliorées reposant sur des bases scientifiques dans les domaines de la santé et de la nutrition afin qu'ils puissent opérer en connaissance de cause leurs choix de consommation des produits alimentaires pour se nourrir sainement » (FAO/OMS 2014). L'étiquetage des aliments figure parmi les recommandations du Cadre d'action de la CIN2 (FAO/OMS, 2014). C'est à cette fin que la FAO a développé les outils suivants sur l'étiquetage des aliments, afin de renforcer la capacité des pays à mettre en œuvre les politiques et les programmes d'étiquetage des aliments.

Le site web de la FAO sur l'étiquetage des denrées alimentaires (<http://www.fao.org/food-labelling/fr/>) a été lancé en septembre 2018 et fournit des informations sur les normes et directives en matière d'étiquetage des denrées alimentaires et sur les activités de la FAO pour l'étiquetage des aliments.

Guide sur l'étiquetage des denrées alimentaires qui propose une brève introduction à l'étiquetage dans le cadre d'un effort permanent visant à aider les autorités de régulation et les autres acteurs travaillant dans le domaine des systèmes alimentaires, responsables de la formulation et de l'application des politiques d'étiquetage des aliments. Les différents types d'étiquetage spécifiques y sont décrits, comme par exemple les listes d'ingrédients (y compris les informations sur les allergènes et les additifs alimentaires), le datage, les étiquettes nutritionnelles (verso des paquets d'emballage et recto des systèmes d'emballage), ainsi que les allégations relatives à la nutrition et à la santé. Les sections correspondantes du guide suivent les orientations données par la Commission du Codex Alimentarius sur l'étiquetage des aliments, en particulier la Norme générale Codex pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CODEX STAN 1-1985). Le manuel peut être consulté à cette adresse : <http://www.fao.org/documents/card/fr/c/5f4bc2-650a-4704-9162-9eb9b3a1fdd0/>

Une directive pour la récupération et la redistribution (R&R) d'aliments sains et nutritifs destinés à la consommation humaine ciblant un public multi-acteurs dont les gouvernements, acteurs de la chaîne agroalimentaire ; fournisseurs, récepteurs ou redistributeurs d'aliments consommables, et la société civile dans les pays en développement, en transition ou développés. La directive fournit une introduction au cadre international et aux récents développements régionaux en matière de prévention du gaspillage alimentaire, qui incluent directement et pour la première fois, la R&R comme solution préventive pour éviter le gaspillage d'aliments sains et nutritifs. Il est fait référence aux directives de sécurité alimentaire approuvées à l'échelle mondiale ainsi qu'aux meilleures pratiques diverses à l'échelle nationale liées au traitement de la question de la responsabilité en particulier concernant le datage relatif à la qualité et à la sécurité sur les aliments préemballés et visant à éviter le gaspillage alimentaire sans mettre en péril la santé des consommateurs. Le document d'orientation devrait être publié d'ici fin 2019.

Diversité alimentaire minimale-Femmes : un indicateur mondial basé sur les aliments pour évaluer la diversité alimentaire et l'adéquation des micronutriments dans les régimes alimentaires des femmes

La Diversité alimentaire minimale-Femmes (acronyme anglais : MDD-W) est un indicateur dichotomique qui détermine si les femmes de 15 à 49 ans ont consommé ou non la veille au moins cinq sur dix groupes d'aliments définis. La proportion de femmes entre 15 et 49 ans qui atteint ce minimum au sein d'une population peut être utilisée comme indicateur indirect d'une adéquation en micronutriments plus élevée, qui représente une dimension importante de la qualité du régime alimentaire. Avec le soutien du Ministère fédéral allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture (en allemand : BMEL), la FAO a lancé début 2018 un projet de recherche sur deux ans destiné à affiner l'outil de collecte de données MDD-W, avec des actions de développement des capacités et de collecte de données dans trois pays cibles : Cambodge, Éthiopie et Zambie. Les résultats de l'étude seront publiés en complément du guide cité plus haut, en apportant de nouvelles informations sur la concrétisation optimale de la collecte de données MDD-W, y compris des recommandations avec des directives spécifiques à certains contextes, utiles pour maximiser l'exhaustivité et la précision des régimes alimentaires des femmes recensés dans le monde entier.

Rôle de la FAO dans l'éducation alimentaire et nutritionnelle à l'école

La FAO axe en priorité ses interventions nutritionnelles sur les enfants et adolescents et considère l'école comme un environnement idéal pour développer des compétences et des capacités en matière d'alimentation, de nutrition et de santé. À cet égard, la FAO encourage l'éducation alimentaire et nutritionnelle à l'école en tant que stratégie capitale pour promouvoir ces capacités chez les enfants et au sein de la communauté scolaire dans son ensemble, ainsi que pour appuyer les résultats nutritionnels d'autres interventions et programmes en milieu scolaire.

Ces trois dernières années, la FAO a travaillé sur le développement d'une boîte à outils destinée aux pays à revenu faible et intermédiaire, en accord avec une [nouvelle vision](#) et dans le but de renforcer l'efficacité et le champ d'application des programmes et interventions de l'éducation alimentaire et nutritionnelle à l'école. La boîte à outils est composée des éléments suivants : a) livre blanc sur l'état actuel, les principes d'efficacité et les défis de l'éducation alimentaire et nutritionnelle à l'école avec des recommandations d'actions, b) un outil d'évaluation des besoins en capacité, c) les résultats d'une étude mondiale et une analyse exploratoire de la documentation. Elle sera disponible en 2020. Pour en savoir plus sur le rôle de la FAO dans les écoles : <http://www.fao.org/school-food/fr/>

Groupe de travail mixte FAO/PAM/FIDA/Bioversity International (organismes ayant leur siège à Rome) sur les chaînes de valeur alimentaires durables tenant compte de la nutrition et les programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale

En collaboration avec le FIDA, le PAM et Bioversity International, la FAO a défini les chaînes de valeur alimentaires tenant compte de la nutrition comme un domaine prioritaire pour la mise en place d'un groupe de travail sur le sujet. Les organismes ayant leur siège à Rome vont tenter de nouer des partenariats avec les gouvernements, les agences pour le développement et d'autres organismes afin de faciliter la création de chaînes de valeur alimentaires durables au service de la nutrition au niveau des pays. C'est dans ce but que la FAO pilote le développement d'une formation en ligne destinée à fournir aux concepteurs et aux gestionnaires les notions, les principes et les outils dont ils ont besoin pour exploiter des méthodes de la chaîne de valeur afin d'améliorer la nutrition.

Par ailleurs, la FAO, le PAM et le FIDA, en étroite collaboration avec la Global Child Nutrition Foundation (GCNF), le Partnership for Child Development (PCD), le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le Centre d'excellence du PAM au Brésil, ont uni leurs forces pour publier un cadre de ressources destiné à la conception, la mise en œuvre et l'élargissement des programmes nationaux d'alimentation scolaire utilisant la production locale. La FAO pilote actuellement le développement d'une formation en ligne sur les programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale destinée aux praticiens de ces programmes, aux décideurs politiques, aux partenaires de développement, aux gouvernements, aux organisations de la société civile et communautaires et au secteur privé.

ACTIVITÉS DE L'OMS

Actions de l'OMS en matière de nutrition essentielle : intégration de la nutrition tout au long de la vie

Les soins de santé primaire représentent le fondement de la couverture santé universelle. Il s'agit d'une approche globale de la santé et du bien-être, centrée sur les besoins et préférences des individus, familles et communautés. La nutrition est à la base de la santé et du bien-être pour tous, sans exception et une composante essentielle des soins de santé primaire, par sa promotion et sa prévention, en s'attaquant à ses déterminants. C'est aussi une approche axée sur les individus.

Les forfaits santé essentiels, dans tous les milieux, doivent contenir des composantes nutritionnelles résistantes. Néanmoins, les différents pays devront définir les interventions qui correspondent le mieux à leurs besoins. Les interventions nutritionnelles qui traitent de la santé tout au long de la vie (femmes, hommes, nourrissons, enfants, adolescents et personnes âgées) contribuent au développement de soins de santé primaire intégrés. Une approche tout au long de la vie est fondamentale pour concrétiser l'implication mondiale pour les soins de santé primaire axés sur les individus.

La version (en anglais) actualisée des actions de l'OMS en matière de nutrition essentielle (<https://www.who.int/nutrition/publications/essential-nutrition-actions-2019/en/>) présente un ensemble d'actions pour contrer la malnutrition sous toutes ses formes, dans un format concis et convivial, afin de soutenir les processus décisionnels pour l'intégration d'interventions nutritionnelles dans les politiques de santé nationales, les stratégies et les programmes qui s'appuient sur les besoins spécifiques nationaux et les priorités à l'échelle mondiale.

Élaboration des lignes directrices de l'OMS relatives à l'efficacité, la sécurité et l'efficacité des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE) à teneur réduite en protéines de lait

L'OMS a démarré le processus d'étude de l'efficacité, l'efficacité et la sécurité des nouvelles formulations d'ATPE (contenant des sources de protéines alternatives (hors produits laitiers) ou moins de 50 % de protéines issues du lait ou d'autres produits laitiers) destinées aux nourrissons et enfants âgés de plus de 6 mois souffrant de malnutrition aiguë sévère, ayant de l'appétit et ne présentant aucune complication médicale. Le processus normatif de l'OMS inclut également l'extraction, l'évaluation et le résumé des preuves des valeurs et préférences (par ex. culturelles, religieuses), du partage entre/au sein du ménage, de l'acceptabilité, l'adhérence, l'équité, la faisabilité, l'accessibilité, la durabilité et la rentabilité dans différents milieux. À cette fin, l'OMS a convenu de la première rencontre du groupe pour l'élaboration d'une directive de l'OMS : ATPE le 7 novembre 2019. Les objectifs principaux de cette réunion sont les suivants : i) présenter aux membres du groupe pour l'élaboration d'une directive le processus pour l'élaboration d'une directive de l'OMS, notamment la classification GRADE (classification des recommandations, examen, développement et évaluation) ; ii) débattre sur les questions PICO et établir un ordre de priorité dans les résultats ; iii) s'accorder sur les délais pour le processus de directives. La seconde réunion du groupe pour l'élaboration d'une directive de l'OMS devrait avoir lieu à Genève (Suisse) en juillet 2020 avec au programme : examen et débat sur les résultats des études systématiques et formulation de recommandations pour l'efficacité, la sécurité et l'efficacité des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE) à teneur réduite ou exempts de protéines de lait.

Élaboration d'une directive de l'OMS sur l'alimentation complémentaire des nourrissons et des enfants

L'OMS cherche à fournir une directive internationale actuelle relative à l'alimentation complémentaire des nourrissons et des enfants afin de promouvoir une croissance et un développement optimaux. L'importance de l'alimentation complémentaire pour la bonne croissance et le bon développement de l'enfant a été de nouveau confirmée par l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) en 2018 alors que les états membres étaient appelés à « promouvoir une alimentation complémentaire opportune et adéquate en accord avec les principes directeurs pour l'alimentation complémentaire des enfants allaités au sein mais aussi des principes directeurs pour l'alimentation des enfants de 6 à 24 mois qui ne sont pas allaités au sein. » La nouvelle directive mettra à jour les Principes directeurs pour l'alimentation complémentaire des enfants allaités au sein (2003 OPS) et les Principes directeurs pour l'alimentation des enfants de 6 à 24 mois qui ne sont pas allaités au sein (2005 OMS). Une réunion préalable du groupe pour l'élaboration d'une directive est

organisée du 2 au 4 décembre 2019 à Genève (Suisse) avec pour objectif spécifique la recherche d'un consensus sur un projet de directive et des points spécifiques à aborder.

Élaboration d'une directive de l'OMS sur l'alimentation du nourrisson dans les zones de transmission du virus Zika

L'OMS a réuni le groupe pour l'élaboration d'une directive dans l'optique de mettre à jour la directive actuelle de l'OMS relative à l'alimentation du nourrisson dans les zones de transmission du virus Zika. La directive a été élaborée d'abord comme avis provisoire, puis comme directive rapide au moment de l'épidémie. Le document stipule que les bénéfices de l'allaitement au sein pour le nourrisson et la mère compensent tout risque potentiel d'infection à virus Zika par le lait maternel et recommande aux mères de continuer d'allaiter suite à une infection ou une exposition probable ou confirmée au virus Zika. Du fait que les résultats sur le long terme associés à l'infection à virus Zika chez le nourrisson et l'enfant en bas âge vont être disponibles et prennent en compte le fait que l'épidémie du virus Zika pourrait se reproduire, cette directive est en cours d'actualisation et de modification pour devenir une directive standard de l'OMS. Une réunion préalable avec le groupe pour l'élaboration d'une directive s'est déroulée en avril 2019. Au cours de cette réunion, le champ d'application des directives a fait l'objet d'un rapport, a aidé le groupe de pilotage dans la formulation de questions clés avec la méthode PICO et a permis d'établir un ordre de priorité dans les résultats afin d'orienter les études de données probantes et de cibler les recommandations. Le 24 juillet 2019, le groupe de pilotage de l'OMS s'est réuni pour débattre de l'extension de cette directive afin d'inclure les recommandations relatives à l'alimentation du nourrisson présentant le syndrome congénital associé à l'infection à virus Zika, également appelé syndrome de Guillain-Barré (SGB) et pour soutenir, si nécessaire, les mères et les personnes responsables des nourrissons concernés par la maladie. Une réunion finale du groupe pour l'élaboration d'une directive est programmée par téléconférence les 9 et 10 décembre 2019.

Sous-groupe sur l'alimentation et la santé du Groupe consultatif d'experts sur les directives nutritionnelles de l'OMS (NUGAG)

Glucides, acides gras polyinsaturés et édulcorants non sucrés :

La 13e réunion du sous-groupe sur l'alimentation et la santé du Groupe consultatif d'experts sur les directives nutritionnelles de l'OMS (NUGAG) aura lieu à Qingdao (Chine) du 16 au 19 décembre 2019. Le Sous-groupe du NUGAG sur l'alimentation et la santé finalisera les recommandations basées sur des données probantes pour les **glucides** (y compris les fibres alimentaires), les **acides gras polyinsaturés** (y compris l'EPA et le DHA) et les **édulcorants non sucrés**, en tenant compte des preuves actualisées et complémentaires dont les études systématiques nouvelles et supplémentaires pour les glucides et les édulcorants non sucrés, une évaluation de Cochrane à jour relative aux effets de la consommation d'acides gras polyinsaturés n-3 sur les maladies cardiovasculaires et plusieurs études systématiques récemment publiées et présentées sur les effets de la consommation d'acides gras polyinsaturés n-3 sur d'autres résultats de santé identifiés comme importants par le NUGAG tels que le diabète, le cancer, la capacité cognitive et la dépression. La finalisation des recommandations prendra en compte non seulement la qualité des preuves mais également des critères supplémentaires, notamment l'équilibre entre les bénéfices et les risques, les valeurs et les préférences, les implications en termes de ressources, la priorité des problèmes, l'équité et les droits de l'homme, l'acceptabilité et la faisabilité.

Acides gras saturés, acides gras *trans* et lipides totaux :

Afin de s'assurer que les recommandations se basent sur les preuves les plus récentes disponibles, les études systématiques comme base de preuves pour les recommandations relatives aux acides gras saturés, acides gras *trans* et lipides totaux sont mises à jour. La finalisation et publication des directives sont prévues pour 2020.

Habitudes alimentaires :

L'étude systématique est en cours de finalisation et les recommandations seront finalisées en 2020 avec une consultation publique ultérieure et la publication des directives pour fin 2020.

Succédanés de sel pauvres en sodium :

Les questions liées à l'utilisation de succédanés de sel pauvres en sodium destinés à réduire la consommation en sodium/sel seront abordées en raison des besoins et demandes croissants de directives de l'OMS pour mesurer l'efficacité de cette approche de santé publique destinée à réduire la consommation en sodium/sel auprès des populations. Le NUGAG va examiner les résultats du travail d'établissement de portée, formuler des questions clés avec la méthode PICO, établir un ordre de priorité des résultats et fournir toute contribution supplémentaire nécessaire à l'orientation des études systématiques qui seront utilisées dans la formulation de recommandations sur les apports nutritifs.

Sous-groupe sur les actions politiques du Groupe consultatif d'experts sur les directives nutritionnelles de l'OMS (NUGAG)

Afin de contribuer à la mise en œuvre du développement d'orientations et de mesures de politique éclairées par des données probantes pour aider les États membres à développer des environnements alimentaires propices pour promouvoir une alimentation et une nutrition saines, l'OMS a mis en place le *Sous-groupe sur les actions politiques du Groupe consultatif d'experts sur les directives nutritionnelles de l'OMS (NUGAG)*, qui travaillera aux côtés du Sous-groupe du NUGAG sur l'alimentation et la santé. Le Sous-groupe du NUGAG sur les actions politiques élabore actuellement trois ensembles de directives, à savoir sur les politiques d'étiquetage nutritionnel, sur les politiques visant à limiter la publicité pour les aliments ciblant les enfants et sur les politiques budgétaires et travaille sur un processus d'élaboration de directive en matière de politique d'alimentation à l'école et de nutrition. L'élaboration des directives sur les actions politiques visant à promouvoir des régimes alimentaires sains et une nutrition saine contribuera largement à la mise en œuvre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), dont l'objectif est d'intensifier les actions au niveau national, régional et mondial pour concrétiser les engagements pris dans les documents finaux de la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2). Elle contribuera également à concrétiser les engagements de la Déclaration politique de la troisième réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles et, au final, aux Objectifs de développement durable (ODD) en relation avec la santé et la nutrition.

La première réunion du Sous-groupe du NUGAG sur les actions politiques s'est déroulée à Genève (Suisse) du 11 au 14 décembre 2018. Lors de cette réunion, le Sous-groupe du NUGAG a mené des discussions et finalisé le champ d'application et les questions PICO afin d'orienter la réalisation des études systématiques puis de formuler des recommandations relatives aux ensembles de directives sur les politiques d'étiquetage nutritionnel, sur les politiques visant à limiter la publicité pour les aliments ciblant les enfants et sur les politiques budgétaires. Des études additionnelles sont en cours pour définir l'équilibre entre les bénéfices et les risques, les valeurs et les préférences, les implications en termes de ressources, l'équité et les droits de l'homme, l'acceptabilité et la faisabilité de l'application des politiques définies. La seconde réunion du Sous-groupe du NUGAG sur les actions politiques se déroulera à Qingdao (Chine) du 9 au 13 décembre 2019 avec pour objectif d'examiner et de débattre des résultats des études systématiques et la formulation de recommandations. Sont également au programme le débat sur les résultats du travail des politiques d'alimentation à l'école et de nutrition, la formulation de questions clés avec la méthode PICO,

l'établissement d'un ordre de priorité des résultats et toute contribution supplémentaire nécessaire à l'orientation des études systématiques qui serviront de preuve contextuelle pour la formulation de recommandations sur les politiques d'alimentation et de nutrition à l'école.

Deuxième Étude mondiale des politiques nutritionnelles (2016-2017)

Le rapport de la deuxième Étude mondiale des politiques nutritionnelles (2016 – 2017) a été publié (en anglais) en novembre 2018 (https://www.who.int/nutrition/publications/policies/global_nut_policyreview_2016-2017/en/). Une synthèse des résultats a été transmise à la 70e Assemblée mondiale de la Santé (AMS) en mai 2018, comme prévu par la résolution AMS 68.19 et par la décision AMS 68(14). Les résultats ont également été utilisés dans le rapport du Secrétaire général à la 72e session de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la mise en œuvre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025). Les résumés de cette étude des politiques nutritionnelles sont en cours de préparation dans les langues suivantes : arabe, français, russe et espagnol, en plus de l'anglais.

Base de données mondiale de l'OMS sur la mise en œuvre des actions en matière de nutrition

La base de données mondiale de l'OMS sur la mise en œuvre des interventions nutritionnelles (GINA) contient actuellement des informations sur environ 2 300 politiques nationales, 6 600 actions programmatiques mises en œuvre dans les pays et 500 mécanismes destinés soit à la coordination, soit à la surveillance. Ces données proviennent de trois sources, notamment les activités de suivi régulier de l'OMS (par exemple enquêtes, rapports des bureaux régionaux et nationaux de l'OMS, études documentaires), les informations transmises par les partenaires (qui tiennent les bases de données sur les politiques en lien avec la nutrition ou qui participent à la mise en œuvre des programmes et des actions sur la nutrition dans les pays), et les informations transmises par les utilisateurs abonnés dans le cadre d'une approche participative de type « wiki » (<https://extranet.who.int/nutrition/gina/en/> (en anglais)).

De plus, dans le cadre de la surveillance des progrès nationaux relatifs à l'élimination d'acides gras *trans* produits industriellement (AGTi) de l'alimentation mondiale, l'OMS a élaboré une fiche d'évaluation par pays (Country Score Card TFA) dans la GINA (<https://extranet.who.int/nutrition/gina/en/scorecard/TFA> (en anglais)). Cette fiche d'évaluation dessine de manière dynamique les données de GINA et établit le classement des pays en se basant sur l'adoption ou non de mesures législatives en accord avec l'approche recommandée ou de mesures moins restrictives, la prise de mesures législatives ou d'autres mesures visant à encourager le consommateur à faire de meilleurs choix pour la santé, notamment en lien avec les AGTi (par ex. étiquetage obligatoire ou facultatif, reformulation facultative), la volonté d'un engagement via les politiques, stratégies ou actions nationales afin de réduire la présence d'AGTi dans l'alimentation.

Initiative des écoles en faveur des actions pour la nutrition

Lancée en 2006 par l'OMS, en partenariat avec la FAO, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Programme alimentaire mondial (PAM), la Banque mondiale, l'Education Development Center (EDC), Save the Children (SC), Partnership for Child Development (PCD), l'Université de Montréal, l'Université de Durham, United Nations System Standing Committee on Nutrition (UNSCN) et autres partenaires. En s'appuyant sur le cadre FRESH et l'approche de la promotion de la santé à l'école, le cadre NFSI (National Food Safety Initiative) présente 26 critères essentiels parmi cinq composantes larges : 1. politiques d'alimentation à l'école, 2. sensibilisation et renforcement des capacités de la communauté scolaire, 3. cursus pour la promotion de la santé et de la nutrition, 4. environnement scolaire favorable à une nutrition saine, et 5. école favorable aux services de nutrition et de santé. L'OMS a récemment mené une étude des preuves de la documentation synthétisée afin de soutenir le cadre NFSI. Cet examen, qui regroupait 177 études, a identifié une base solide de preuves afin de soutenir les critères spécifiques du cadre et sera publié en novembre 2019.

Élimination d'acides gras *trans* produits industriellement

L'élimination des acides gras *trans* produits industriellement (AGTi) de l'alimentation mondiale d'ici à 2023 est un objectif prioritaire du 13e Programme général de travail de l'OMS (PGT13) qui oriente les travaux de l'OMS sur la période 2019 – 2023.

Campagne d'action REPLACE :

En mai 2018, l'OMS a lancé la campagne d'action REPLACE qui fournit une approche stratégique dans l'élimination des AGTi de l'alimentation nationale, avec en ligne de mire son élimination à l'échelle mondiale d'ici à 2023. La campagne d'action REPLACE est composée d'un document technique général qui fournit une justification et un cadre à cette approche intégrée pour l'élimination des AGTi ainsi que de six modules et de ressources en ligne supplémentaires (publiés en mai 2019) pour faciliter la mise en œuvre (<https://www.who.int/fr/nutrition/topics/replace-transfat>).

Les modules REPLACE fournissent des informations de référence techniques et proposent des étapes pratiques afin de soutenir les gouvernements dans l'élimination des AGTi de leur approvisionnement alimentaire national. Afin de réaliser une élimination réussie, les gouvernements devront mettre en place une des deux mesures juridiques les plus simples d'application : 1) limite imposée de 2 grammes d'AGTi pour 100 grammes des graisses et huiles totales dans tous les aliments ; et 2) interdiction formelle de la production ou de l'utilisation d'huiles partiellement hydrogénées comme ingrédient présent dans tous les aliments décrits aux modules L et E. Les étapes informatives et pratiques décrites dans les autres modules peuvent être utilisées pour appuyer, si besoin, le processus d'élimination des AGTi.

Consultation d'experts sur l'évaluation d'acides gras trans :

La consultation d'experts sur l'évaluation d'acides gras *trans* s'est déroulée à Genève (Suisse) les 11 et 12 octobre 2018. La consultation a étudié les protocoles de laboratoire afin de mesurer la quantité d'acides gras *trans* (AGT) présente chez l'Homme, la teneur en AGT dans les aliments et les outils de contrôle destinés aux pays pour la surveillance de la consommation d'AGT par la population et la teneur en AGT dans les aliments. L'objectif étant d'augmenter la comparabilité des données relatives aux AGT afin d'évaluer l'impact des interventions de santé publique et de suivre les évolutions à long terme. Ces protocoles et outils de contrôle ont été élaborés en tant que modules REPLACE et ressources en ligne.

Objectif 2023 : Rapport 2019 de l'OMS sur l'élimination mondiale des graisses trans

Un rapport d'avancement sur l'évolution des pays dans leurs actions pour atteindre l'objectif mondial d'élimination des AGT d'ici à 2023 a été publié lors de la 72e session de l'Assemblée mondiale de la Santé en mai 2019. Le rapport fait état de la situation et des évolutions à l'échelle mondiale, régionale et nationale sur l'année passée de la manière suivante : suivi de l'évolution des résultats de politiques et étapes clés ; débats sur les défis et opportunités d'actions futures ; mise en avant des moteurs et défis de l'élimination au niveau national ; recommandation de priorités stratégiques pour les 12 prochains mois afin d'atteindre l'objectif fixé pour 2023. Le rapport met également en avant plusieurs pays ayant réalisé des évaluations pour développer une feuille de route nationale qui prévoit l'élimination totale et durable des AGT de l'alimentation nationale, en s'appuyant sur la campagne d'action REPLACE.

Consultation technique de l'OMS sur les produits liés à la nutrition et Liste modèle de l'OMS des médicaments essentiels : observations pratiques et faisabilité

Les produits sanitaires liés à la nutrition sont habituellement utilisés dans des milieux cliniques ou de santé publique pour la prévention et le traitement de la malnutrition ou des carences en micronutriments. Ils incluent les formules comme les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE), les préparations diététiques thérapeutiques (F75 et F100), les poudres de micronutriments multiples contenant du fer, les compléments en vitamines et sels minéraux ; garantir l'accès à ces produits pour ceux qui en ont le plus besoin est vital. L'accès à ces produits sanitaires liés à la nutrition peut être amélioré en les intégrant à la *Liste modèle de l'OMS des médicaments essentiels*, un élément clé de la couverture santé universelle. En alternative, certains de ces produits peuvent être inscrits en tant qu'aliments destinés à des fins médicales spéciales. L'OMS a organisé une consultation technique les 20 et 21 septembre 2018 à Genève (Suisse) afin de confronter les avis des acteurs sur les observations relatives à, et la faisabilité de, produits sanitaires liés à la nutrition figurant dans la *Liste modèle de l'OMS des médicaments essentiels* inclus. Un rapport résumant les discussions et faisant la présentation des documents commandés ayant servi aux discussions lors de la réunion a été publié (en anglais) en avril 2019 (<https://www.who.int/nutrition/publications/technicalconsultation-model-list-essential-medicines-report/en/>).

Demande d'intégration de produits sanitaires liés à la nutrition à la Liste modèle de l'OMS des médicaments essentiels

La 22e réunion du Comité OMS d'experts de la sélection et de l'utilisation des médicaments essentiels s'est déroulée à Genève (Suisse) du 1^{er} au 5 avril 2019. Le Comité d'experts a pris en compte les demandes de produits nutritionnels suivants :

- *Aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE)*

Le Comité d'experts a pris en compte le rapport complet préparé par le Département Nutrition de l'OMS en réponse à la demande du Comité d'experts précédent pour la proposition d'intégrer des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE) à la *Liste modèle de l'OMS des médicaments essentiels pour les enfants*.

Le Comité n'a pas recommandé l'ajout des ATPE dans la Liste modèle pour le traitement de malnutrition aiguë sévère sans complications chez l'enfant de moins de 5 ans mais a de nouveau reconnu l'efficacité de ce produit dans ce cas de figure. Le Comité a estimé que le rapport préparé par le Département Nutrition de l'OMS mettait en avant les opinions divergentes et l'incertitude permanente des implications, à l'échelle nationale, de l'intégration des ATPE en tant que médicaments à la Liste modèle. Le Comité a fait remarquer que des directives pour les ATPE étaient actuellement en cours de préparation en vertu du Codex Alimentarius et au sujet de la production, des aspects nutritionnels et de l'étiquetage dans le but de faciliter l'harmonisation des exigences des ATPE à l'échelle internationale.

- *Poudres de micronutriments multiples*

Le Comité d'experts a recommandé l'ajout de poudres de micronutriments multiples à la liste principale de la *Liste modèle de l'OMS des médicaments essentiels pour les enfants* pour prévenir l'anémie chez le nourrisson et l'enfant pour lesquels la maladie est un problème de santé publique. Leur utilisation doit

être conforme avec les recommandations actuelles des directives de l'OMS pour l'enrichissement à domicile des aliments. Le comité a fait remarquer qu'une monographie normalisée du produit doit être ajoutée à la United States Pharmacopoeia (pharmacopée des États-Unis).

- *Soluté de réhydratation orale (SRO) et sulfate de zinc (co-emballés)*

Le Comité d'experts a recommandé d'ajouter à la liste principale de la *Liste modèle de l'OMS des médicaments essentiels pour les enfants* une présentation de comprimés co-emballés de soluté de réhydratation orale et de sulfate de zinc, *en soulignant les recommandations de la co-administration des 2 composants dans le traitement* de la diarrhée chez l'enfant. Le produit co-emballé est pratique et susceptible de favoriser une meilleure observance du traitement.

Risque d'apport excessif en vitamines et sels minéraux

Dans le but de fournir aux responsables politiques les meilleures données disponibles pour informer sur les politiques et programmes qui procurent simultanément des micronutriments au sein de la population ou à des groupes spécifiques de la population, le Département Nutrition pour la santé et le développement de l'OMS a organisé la consultation technique « Risque d'apport excessif en vitamines et sels minéraux par le biais d'interventions de santé publique - Pratiques courantes et études de cas » à Panama (Panama) du 4 au 6 octobre 2017.

Les documents présentés lors de la consultation technique ont été publiés en tant que numéro spécial des *Annals of the New York Academy of Sciences* (<https://nyaspubs.onlinelibrary.wiley.com/toc/17496632/2019/1446/1> (en anglais)) en juin 2019.

Élaboration d'une directive de l'OMS sur l'utilisation et l'interprétation des concentrations en hémoglobine permettant de diagnostiquer l'anémie chez les individus et les populations

Au vu des besoins de normalisation identifiés lors de plusieurs réunions techniques organisées par l'OMS, les preuves disponibles ont été résumées et présentées à un groupe pour l'élaboration d'une directive de l'OMS suite à la contribution du comité de pilotage afin de déterminer les questions prioritaires et pour l'élaboration de recommandations mondiales sur les seuils d'hémoglobine permettant de diagnostiquer et traiter l'anémie d'un point de vue clinique et de santé publique. À cette fin, l'OMS a formé un groupe pour l'élaboration d'une directive de l'OMS sur l'anémie afin de conseiller et de soutenir ce travail normatif.

L'OMS a organisé la première réunion du groupe pour l'élaboration d'une directive de l'OMS sur l'anémie à Barcelone (Espagne) du 6 au 8 novembre 2019. Les principaux objectifs de cette réunion étaient les suivants : i) lancement officiel du groupe pour l'élaboration d'une directive de l'OMS sur l'anémie ; ii) présenter aux membres du groupe pour l'élaboration d'une directive le processus d'élaboration d'une directive de l'OMS, notamment la classification GRADE (classification des recommandations, examen, développement et évaluation) ; iii) s'accorder sur un processus de prise de décision par consensus et les règles de décision ; iv) élaborer et établir un ordre de priorité des questions PICO ; v) identifier des sujets pour les discussions, réunions techniques ou recherches futurs. La seconde réunion du groupe pour l'élaboration d'une directive de l'OMS devrait avoir lieu en 2020 avec au programme : examen et débat sur les résultats des études systématiques et formulation de recommandations pour l'utilisation et l'interprétation des concentrations en hémoglobine permettant de diagnostiquer l'anémie chez les individus et les populations.

Concentration en hémoglobine permettant de diagnostiquer l'anémie

Le Département Nutrition pour la santé et le développement de l'OMS, en collaboration avec l'unité d'organisation des services et des interventions cliniques du Département Prestation de services et sécurité de l'OMS, a organisé une réunion technique sur l'utilisation et l'interprétation des concentrations en hémoglobine permettant de diagnostiquer l'anémie chez les individus et les populations, à Genève (Suisse) en 2017. Les documents présentés lors de la réunion technique ont été publiés (en anglais) en tant que numéro spécial des *Annals of the New York Academy of Sciences* (<https://nyaspubs.onlinelibrary.wiley.com/toc/17496632/2019/1450/1>) en août 2019.